

Débat du 28 février 2019 à la salle des fêtes de Sandillon, animé par Monsieur Luc DELPLANQUE

Nombre de personnes : 71 personnes

1 - La fiscalité et les dépenses publiques

- Rétablissement de la taxe d'habitation parce que c'est un impôt transparent dont le flux est connu de tous les citoyens, en revanche il faut établir de nouvelles clés de répartition pour plus de justice fiscale ;
- Combattre par tous les moyens les paradis fiscaux et également les gradients de la fiscalité au sein de la communauté européenne ;
- Développer au sein du système éducatif, au même titre que l'éducation civique, l'éducation économique, et ce, tout le long du cursus, de telle sorte que tout citoyen soit en mesure de comprendre le fonctionnement économique de l'Etat ;
- Renforcer le pouvoir de la Cour des comptes afin qu'elle dispose d'un avis plus que consultatif ;
- Imposer au pouvoir législatif et/ou exécutif d'informer les citoyens sur le degré de prise en compte des recommandations de la Cour des comptes ;
- Nous pensons qu'il faut réduire de manière drastique les émoluments et avantages de nos élus, même si nous avons conscience que c'est une part minime de la dépense, de telle sorte, qu'ils aient une vie comparable à celles des citoyens lambda. On pourra favorablement, à cet égard, s'inspirer des pratiques vertueuses des pays nordiques. Il faut néanmoins veiller à ce que les revenus de nos élus n'engendrent pas une ségrégation sociale, c'est-à-dire que ces fonctions ne soient pas accessibles qu'aux seuls « riches » de nos concitoyens, en clair, il faut trouver un juste équilibre ;
- Il faut plafonner la retraite de tous les élus quels que soient le nombre et la diversité des mandats ;
- Nous faisons le constat que la plupart des PPP, à ce jour ne protègent pas le bien commun ; il conviendrait donc que l'Etat soit moins naïf dans la contractualisation de ces PPP.

2 - L'organisation de l'Etat et des services publics

- Nous pensons que les e-services publics peuvent contribuer à la réduction des coûts, en revanche l'Etat doit prévoir un accompagnement pour les moins à l'aise d'entre nous. Par ailleurs, il faudra que ces e-services publics aient été éprouvés par un groupe de citoyens lambda ;
- Il faut absolument que l'Etat accentue ses efforts pour gommer les inégalités d'accès à la santé sur le territoire ;
- Il faudrait revaloriser les filières de recherche de manière à juguler la fuite des cerveaux français que nous avons formés à fort coût, au même titre que tous les autres étudiants ;
- Nous pensons qu'il faut réduire le nombre de strates dans l'organisation administrative de l'Etat, parce que les français ont le plus grand mal à savoir qui fait quoi et éviter les redondances, par conséquent réduire les coûts ;
- Dans le cadre de la diminution du nombre de strates des services de l'Etat, il est fondamental d'introduire une culture de la subsidiarité ;
- Nous pensons que les lois ne devraient plus porter le nom des ministres qui les ont élaborées de telle sorte que nos élus ne s'évertuent plus à réformer pour laisser leur nom dans l'histoire, mais bien à n'agir qu'en cas de besoin ;
- Nous pensons qu'il faut taxer modérément les outils de production susceptibles de remplacer l'humain tels que les robots.